

Le triple échec du candidat de la finance et des rentiers

FRÉDÉRIC LEBARON

en 2007, Nicolas Sarkozy devient président de la République française avec un programme de « rupture ». Incarnant un nouveau style de droite (qualifiée de « décomplexée »), il annonce vouloir transformer profondément le « modèle social » français jugé désormais peu efficace comparé à ses modèles étrangers, anglais, américains et danois notamment.

Mobilisant des registres discursifs variés allant des « classiques » de la gauche voire du marxisme aux thématiques de l'extrême-droite, le président-candidat masque derrière son étonnant opportunisme rhétorique un ancrage économique toujours au plus près des intérêts des groupes dominants : détenteurs de patrimoine, cadres dirigeants, élites économiques mondialisées, chefs d'entreprise... C'est d'ailleurs, sans surprise, auprès de ces groupes qu'il a obtenu les meilleurs résultats électoraux le 22 avril 2012¹.

En matière économique, le bilan et les perspectives du président-candidat tiennent en trois phases, qui sonnent aussi comme trois échecs retentissants.

La première phase : de l'enthousiasme de la rupture aux contre-performances

L'une des premières traductions de l'ambition réformatrice du président de la République est le lancement dès juin 2007 de la « Commission pour la libération de la croissance française » (dite « commission Attali »), dont le rapport, publié en janvier 2008, présente les expériences étrangères qui « marchent » comme autant de sources d'inspiration et entreprend de surmonter les « freins » à la croissance du PIB, celle-ci étant au passage définie comme « la seule mesure opérationnelle de la richesse et du niveau de vie disponible, permettant de comparer les performances des différents pays » (p. 5).

Parmi les propositions phares (dites « décisions fondamentales », résumant les 316 propositions du rapport) : « constituer

1. Selon une enquête Viavoice réalisée après l'élection, il aurait obtenu de loin son score le plus élevé chez les 65 ans et plus (40%) et, parmi les actifs, chez les cadres (32%).

10 grands pôles d'enseignement supérieur et de recherche autour de 10 campus, réels et virtuels, fixant les conditions d'excellence de l'ensemble du système de formation supérieur et de recherche ; réduire le coût du travail pour toutes les entreprises en transférant une partie des cotisations sociales vers la contribution sociale généralisée (CSG) et la TVA ; ouvrir très largement les professions réglementées à la concurrence sans nuire à la qualité des services rendus ; réduire dès 2008 la part des dépenses publiques dans le PIB. Cette réduction devra atteindre 1 % du PIB par an à partir de 2009, soit 20 milliards d'euros de réduction par rapport à la tendance par an pendant 5 ans ».

Les objectifs de la commission sont assez précisément chiffrés : « la mise en œuvre de l'ensemble de ces réformes à partir d'avril 2008 permettra, si l'environnement économique international ne se dégrade pas, d'atteindre les objectifs suivants à la fin 2012 :

- Une croissance potentielle de 1 point plus élevée qu'aujourd'hui ;
- Un taux de chômage ramené de 7,9 % à 5 %, c'est-à-dire le plein-emploi ;
- Plus de 2 millions de logements construits et au moins autant de rénovés ;
- Le chômage des jeunes divisé par trois ;
- Le nombre de Français sous le seuil de pauvreté ramené de 7 à 3 millions ;
- Plus de 10 % des élus à la prochaine Assemblée nationale issus de la diversité ;
- L'écart de l'espérance de vie entre les plus favorisés et les plus défavorisés sera réduit de un an ;
- Plus de 10 000 entreprises créées dans les quartiers et les banlieues ;
- Un senior sur deux au travail au moment de prendre la retraite, au lieu de un sur trois aujourd'hui ;
- Un taux d'encadrement dans le premier cycle de l'enseignement supérieur identique à celui des classes préparatoires ;
- 100% des Français ayant accès à l'Asymetric digital subscriberline (ADSL) et à la large bande, et 75 % des Français devenus utilisateurs réguliers d'Internet ;
- Une dette publique réduite à 55 % du PIB ;
- Une fréquentation touristique atteignant plus de 90 millions de visiteurs annuels.»

Le rapport indique même que « si les conditions externes se dégradent, il faudra, pour atteindre ces mêmes objectifs, aller plus vite encore dans la mise en œuvre de ces réformes ».

Chaleureusement applaudi par les divers représentants idéologiques et médiatiques de la finance, ce rapport fixe alors un cap qui ne sera jamais abandonné, même si les méandres des discours du président de la République le feront largement oublier. Quelques mois plus tard, on aura surtout totalement perdu de vue son enthousiasme sur l'accession des ménages à la propriété, y compris par des crédits inspirés des *subprimes* américains, et sur la nécessité de rendre la place financière parisienne plus concurrentielle sur le plan fiscal, en la rapprochant des normes de la *City* londonienne.

Rarement programme économique aura été autant contredit par les faits dans l'histoire du pays, alors que la crise financière mondiale avait déjà commencé à l'été 2007, ce qui illustre au passage l'optimisme quelque peu irraisonné de ses auteurs, produit de l'euphorie financière généralisée. Le taux de croissance du PIB, après avoir été négatif en 2008 et 2009, se maintient à de très bas niveaux en 2010 (+1,5%), 2011 (+1,7%) et s'affaiblit encore en 2012 ; le pouvoir d'achat des ménages stagne puis régresse, et la consommation s'érode. Le taux de chômage atteint à nouveau des sommets, et la dégradation touche particulièrement les jeunes et les chômeurs de longue durée. La pauvreté continue d'augmenter régulièrement. Les indicateurs d'inégalité évoluent mal, notamment en matière de santé : l'espérance de vie en bonne santé diminue même globalement en 2009 et 2010, contre-performance historique pour un pays riche. En matière scolaire, la domination des grandes écoles s'accroît dans un contexte de polarisation accrue des ressources dans l'enseignement supérieur et la recherche. Indicateurs économiques médiocres et indicateurs sociaux clairement mauvais : l'élève Sarkozy est très loin de mériter la moyenne. Le bilan est d'autant plus négatif que l'ambition était élevée. Élève à la fois médiocre et prétentieux. Nicolas Sarkozy aura été, de très loin, le président qui a promis le plus et réalisé le moins sous la cinquième République.

La deuxième phase : la crise mondiale et l'impossible refondation du capitalisme

« Il y a eu la crise mondiale... et la France s'en sort plutôt bien. » Telle est la ligne de défense, les « éléments de langage », que répandent en boucle les thuriféraires du régime durant la campagne électorale de 2012. Depuis septembre 2008, il est évident que la crise financière est mondiale, qu'elle n'est pas seulement financière, mais aussi économique et sociale, et que le climat collectif a radicalement changé, en imposant aux États et aux banques centrales de remédier à une monumentale

« défaillance du marché » (*market failure*), pour parler comme certains économistes. Les politiques économiques menées dans les différents pays à partir de fin 2008 sont peu différentes et, si elles parviennent à éviter l'effondrement financier, elles ne jugulent pas la récession et l'entrée dans la crise de la dette un an plus tard.

Entretiens, l'« omni-président » est devenu un temps « interventionniste », presque « keynésien ». Il s'est « entouré » d'économistes plus critiques (les « néo-keynésiens » Joseph Stiglitz et Jean-Paul Fitoussi auront son écoute, y compris en matière de politique macroéconomique) et il s'est mis en scène en sauveur de la planète (ce qui, concrètement, signifie en premier lieu de la finance, laquelle a été en premier lieu aidée par une énorme recapitalisation). La « moralisation du capitalisme » a été mise à l'ordre du jour : paradis fiscaux, *traders*, rémunérations « obscènes » et autres agences de notation, accusés d'avoir favorisé la prise de risques excessifs, devaient être mieux « régulés ». Régulation : tel est le mot-clé de la période 2008-2009.

Sur le plan macroéconomique, face à la récession, la réduction des déficits et de l'endettement public annoncés par le rapport Attali ont été mis entre parenthèses : comme dans les autres pays, ils progressent fortement en France en 2009 et 2010, la dette publique atteignant plus de 80% du PIB en 2009, et restant à ce niveau par la suite. La France, sur ce plan, n'est ni plus ni moins « mauvaise » que les autres, le « sauvetage » du système financier et l'amortissement de la récession ayant un coût gigantesque pour les finances publiques dans tous les pays, Allemagne comprise.

Au même moment, le président, qui voulait initialement « libérer la croissance », s'est même découvert un temps « critique » du PIB et de la mauvaise mesure des performances économiques, sociales et environnementales. Préfacier « révolutionnaire » du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi publié en septembre 2009, il y dénonçait la croyance en la capacité du marché à tout mesurer avec justesse et invitait avec enthousiasme à en suivre les recommandations : mesurer la richesse à partir des revenus des ménages et non de la production, prendre en compte la qualité de vie et les disparités de toutes natures dans tous les domaines de l'existence, mieux mesurer la dégradation du capital physique (l'environnement) et humain (le niveau de qualification de la main-d'œuvre) et, surtout, tirer de ces nouvelles mesures des conséquences politiques. Peu importe que la crise soit au même moment en train de conduire à une contre-performance dans tous ces

domaines : le « coup symbolique » était un peu du même ordre que celui du « Grenelle de l'environnement », censé orienter la France vers le développement durable et la reconversion écologique. Comme le Grenelle, le rapport Stiglitz ne sera suivi d'aucune véritable conséquence pour les politiques publiques et sera vite oublié.

Trois ans plus tard, la finance est plus que jamais redevenue le « surmoi » du président de la République : il a fait pendant des mois du « triple A » l'enjeu symbolique majeur de sa politique européenne et promet aujourd'hui le déchaînement de la spéculation financière mondiale en cas de victoire de son concurrent socialiste. Sa nouvelle « crédibilité » se mesure finalement à l'aune de ses principaux soutiens : banques d'investissement, organisations patronales, économistes des marchés financiers, éditorialistes économiques... Le candidat-président rassure les détenteurs de patrimoine et les spéculateurs.

La présidence française du G20 en 2011, déjà oubliée, illustre bien le décalage entre les objectifs régulateurs et la réalité : elle ne fait avancer concrètement aucun des dossiers qu'elle a verbalement mis en avant (stabilisation du prix des matières premières, des changes, réforme de la gouvernance mondiale...).

La troisième phase : les politiques d'austérité

En 2010, un choix économique clair a été fait, dans le contexte de la crise de la dette souveraine au sein de la zone euro : celui de s'engager dans des politiques de restriction budgétaire rapide, conformes à un agenda anti-crise « radical » promu par le gouvernement allemand, la Banque centrale européenne et la Commission européenne, le Fonds monétaire international s'étant montré un peu moins enthousiaste sur la nécessité d'aller si vite...

Si la France n'a pas été motrice dans l'imposition du nouvel agenda, son gouvernement a emboîté le pas du gouvernement allemand et de la « troïka », en prônant une politique très restrictive à court-terme. Après le « moment keynésien » est venu celui de l'orthodoxie budgétaire radicalisée, tournant auquel « Bercy » et « Matignon » ont, sans doute, plus contribué que les conseillers plus « dépensiers » de l'Élysée. Ceux-ci (Henri Guaino en premier lieu) continueront d'alimenter ponctuellement (surtout en période électorale) une rhétorique plus volontariste et moins inféodée aux « grands équilibres », mais désormais à la fois totalement impuissante à l'échelle internationale et mensongère à l'échelle nationale.

Après l'échec de la stratégie de « libération de la croissance », l'enlisement de la « moralisation » et de la « régulation » du capitalisme financier, le troisième, mais aussi sans doute le plus grave fiasco économique du quinquennat est celui des politiques d'austérité censées permettre d'asseoir la stabilité de la zone euro, et de favoriser la « reprise » économique européenne et mondiale. Leur échec n'est déjà que trop visible, mais la croyance résiste encore

Ces politiques reposent sur une hypothèse macroéconomique simple : la création d'un fonds de sauvetage, une politique souple de la Banque centrale européenne et l'engagement des États à rétablir rapidement l'équilibre des finances publiques vont faire revenir la confiance des acteurs privés, qui vont rapidement recommencer à investir (entreprises) et à consommer (ménages). Las, l'effondrement des commandes de l'État et la hausse du chômage pèsent structurellement sur la demande, en France comme en Allemagne, nouveau « modèle » de performance et de réformes structurelles (toujours la « libération de la croissance »), et partout en Europe. Le marasme de l'industrie française se confirme chaque jour un peu plus, entraînant le commerce extérieur dans une spirale de déficit croissant, alors que le moral des ménages et des chefs d'entreprise reste extrêmement bas en 2012.

En zone euro, les politiques d'austérité aboutissent à des performances macroéconomiques et sociales désastreuses : le record absolu est celui de la Grèce, où la chute durable du PIB se combine à la hausse du chômage et à l'effondrement de la cohésion sociale et politique. L'effondrement rapide des sociétés du Sud de l'Europe signe l'échec de plus en plus douloureux des politiques d'austérité sans fin.

Car à nouveau, la spéculation financière fait rage dans des pays où la récession s'accroît sous l'effet des politiques d'austérité, laissant augurer la poursuite, par vagues successives, d'un « cercle vicieux » qui ressemble furieusement à celui des années 1930, ainsi que l'ont noté depuis plusieurs mois de nombreux économistes, notamment américains (parmi lesquels les « Nobel » Paul Krugman et Joseph Stiglitz sont les plus connus). Le *Financial Times* commence même à douter de la stratégie économique européenne et plaide pour une politique de croissance encore mal définie... Désormais, même certains économistes allemands « orthodoxes » commencent à contester la pertinence de la voie choisie pour l'Europe.

La politique économique du quinquennat Sarkozy avait donc commencé dans l'enthousiasme libéral de la « libéra-

tion de la croissance », diffusé par la quasi-totalité des grands médias ; elle s'achève dans un mélange de stagnation, d'ombre de récession voire de dépression permanente, de manque de confiance des acteurs économiques, de puissance reconstituée de la finance, et de contestations croissantes parmi les experts et commentateurs économiques, de plus en plus conscient du « cercle vicieux » austérité-récession-spéculation...

François Hollande : un vote lucide et sans illusions

Rien ne garantit que François Hollande, entouré d'économistes proches des marchés, fasse « beaucoup mieux » face aux forces financières, à la pression de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du gouvernement allemand.

Il faut cependant admettre que ses objectifs accordent plus de place à la relance de l'activité (au moment où la « croissance » revient en force dans le débat économique), à la justice sociale et au maintien d'un modèle européen protecteur face à la mondialisation. Il part cependant avec des ambitions modestes et « réalistes », prenant acte de l'environnement de crise mondiale et ne rompant pas avec l'affaïssement doctrinal, aux racines profondes, de la social-démocratie européenne.

Il ne propose pas d'alternative radicale au capitalisme financier et ne met pas en cause les « fondamentaux » de l'ordre néolibéral européen, que le Parti socialiste européen a contribué à mettre en place et à renforcer depuis les années 1980. Mais il propose aujourd'hui de renégocier, en le complétant par un volet dédié à la « croissance » qui commence à trouver quelque écho, le nouveau traité européen qui accentue et institutionnalise l'austérité dans la zone euro. Il peut dès lors difficilement « faire pire » que son adversaire qui, tout à son déni, veut prolonger un quinquennat d'échecs rendus moins visibles par sa fuite en avant idéologique permanente.

Si cette fois, le discours du candidat-président en appelle très clairement aux valeurs traditionnelles de la droite française, dans une filiation vichyste beaucoup plus que gaulliste, pour conquérir un électorat d'extrême-droite qui lui échappe, il est plus que jamais le candidat des rentiers et de la finance, qui ne s'y trompent pas et affichent leurs convergences avec son programme. ■